

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE

BP 406 - 20000 Ajaccio

Références : R-2025-192
Code AIOT : 0007300005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement ENGIE implanté CHEMIN D'ERBAJOLO ENGIE GPL - STATION GAZ DE L'ARINELLA 20600 BASTIA. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En application des dispositions de l'article 1.5.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation de 2018, la société ENGIE a transmis, le 18 octobre 2024, une étude de danger révisée reprenant les compléments demandés par l'inspection dans son rapport du 12 août 2024. Cette étude est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport circonstancié. Elle est toutefois prise en compte dans le cadre de ce contrôle.

Certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes qui entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable.

Thèmes de l'inspection:

- Les conditions de fonctionnement et/ou de mise en sécurité des installations en cas de perte d'utilités (Action nationale 2025)
- Les mesures complémentaires et conservatoires de maîtrise des risques suite à votre EDD 2019 (dernière version du 12/08/24)
- Le POI de février 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE
- CHEMIN D'ERBAJOLO ENGIE GPL - STATION GAZ DE L'ARINELLA 20600 BASTIA
- Code AIOT : 0007300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station GPL exploitée par la société ENGIE à Bastia, lieu-dit Arinella, permet l'approvisionnement en propane du réseau de gaz de ville de l'agglomération bastiaise (environ 13 000 clients). Le site, autorisé depuis 1973, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°2B-2018-10-22-016 du 22 octobre 2018 portant actualisation des prescriptions applicables aux installations de stockage et de distribution de gaz inflammable liquéfié exploitées par la société ENGIE à BASTIA, au lieu-dit « Arinella ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Délais ⁽¹⁾
2	Dispositifs de secours et stratégie en cas de perte d'utilité électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	15 jours
6	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Étude de dangers révisée 2024	AP Complémentaire du 22/10/2018, article 71.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Contenu POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
9	Opérationnalité du POI	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L 515-41	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de réception du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a identifié des écarts et insuffisances relatifs aux conditions de fonctionnement et de mise en sécurité des installations en cas de perte d'utilités, pour lesquelles l'exploitant est tenu d'apporter une réponse sous 15 jours.

En outre, sous un délai de 2 mois, l'exploitant devra justifier de la complétude et de l'opérationnalité de son POI.

Par ailleurs, au regard des constatations, il convient de considérer que les mesures conservatoires de maîtrise des risques prises à titre transitoire dans l'attente de la maîtrise foncière (Cf. étude de dangers révisée réf ARINTEF-SE-RP-001 du 12/08/2024), sont respectées. Les risques associés aux installations sont acceptables au regard des critères définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Cf annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositifs de secours et stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
Constats : Cf annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

<ul style="list-style-type: none"> -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
Constats : Cf annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
Constats : Cf annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : Cf annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Étude de dangers révisée 2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2018, article 71.7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de réduction complémentaires et mesures compensatoires
Prescription contrôlée : Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté : -l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. -l'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. A l'occasion de la révision de l'étude de dangers prévu à l'article 1.5.2, l'exploitant propose et met en place, le cas échéant, les mesures complémentaires nécessaires pour ne pas modifier l'aléa du PPRT approuvé en date du 25 janvier 2016 susvisé.
Constats : Par courrier daté du 18/10/2024, l'exploitant a transmis une étude de dangers révisée réf ARINTEF-SE-RP-001 du 12/08/2024, intégrant les compléments demandés par l'inspection dans sa correspondance du 02 juillet 2024. L'exploitant considère que cette dernière version fait office de révision quinquennale au sens de l'article R.515-98 du Code de l'environnement dans la mesure où elle est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2024 et elle permet d'atteindre les objectifs fixés par l'avis du 8 février 2017. Cette étude est actuellement en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport circonstancié.

Ce jour, l'inspection a procédé à l'examen des mesures complémentaires et des mesures conservatoires, au sens de la circulaire du 10 mai 2010, présentée dans cette étude et visant à améliorer la maîtrise des risques ainsi que rendre les installations acceptables au regard des critères définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation d'améliorer la maîtrise des risques.

L'exploitant indique que la principale mesure complémentaire de gestion des risques, relative à la maîtrise foncière d'une bande de terrains de 35 mètres de largeur le long de la clôture sud de la station, est en cours de finalisation (acquisition d'une des deux parcelles et convention de maîtrise foncière en cours pour l'autre).

Au titre des mesures conservatoires:

- Une bande de terrain de 35 mètres de largeur le long de la clôture sud de la station est défrichée, clôturée et libre de toute occupation ;
- La canalisation d'émission TK-1 n'est plus utilisée. Elle est décompressée et mise hors GPL à une pression inférieure à 0,5bar, tout en maintenant une atmosphère de propane commercial gazeux pour éviter la corrosion interne. L'inspection a constaté l'absence de pression au niveau des reports de pression des transmetteurs de pression PIT103S, 104S et 105S sur le pupitre de commande .
- L'exploitant indique que la surveillance du chemin communal situé en limite Ouest du site est assurée lors des rondes effectuées par la société de gardiennage du site, "ABC Securita".

Compte tenu de ces constats, l'inspection considère que les mesures conservatoires de maîtrise des risques prises à titre transitoire dans l'attente de la maîtrise foncière, sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apportera tout justificatif à l'inspection permettant de démontrer concrètement que la surveillance du chemin communal est bien intégrée aux rondes du prestataire "ABC Sécurita", tel que convention ou contrat de prestations, procédures internes, fiches/rapport de rondes, ...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du POI est datée de février 2025 (Version I).</p> <p>Concernant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, le document renvoie à l'étude de danger du site concernant la liste des produits de décomposition en cas d'incendie important.</p> <p>De plus, les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, ne sont pas présentés.</p> <p>Le POI est imprécis et incomplet. Il n'est pas conforme aux dispositions réglementaires reprises à présent article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier aux conséquences d'un accident majeur. Il doit prévoir les dispositions de remise en état et de nettoyage de l'environnement dans le cadre du POI de manière systématique, dans un objectif d'anticipation.</p> <p>Le POI doit être complété et précisé conformément aux dispositions du présent article.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Opérationnalité du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI février 2025
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...]
Constats : Au sein d'une installation classée, en cas d'incident ou d'accident, l'exploitant, en charge de la sécurité de ses installations, met en œuvre la réponse opérationnelle qu'il a préalablement élaborée. Le POI de février 2025 prévoit le recours aux sapeurs-pompiers, le site ne disposant pas d'une autonomie suffisante. Dans ce document, l'exploitant précise notamment les modalités d'intervention des services de secours afin de maîtriser le développement d'un sinistre pouvant survenir dans l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Conformément aux dispositions du POI de février 2025, l'exploitant transmettra à l'inspection les conventions, plans et/ou contrats formalisant les accords établis avec les services de secours et détaillant les modalités opérationnelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois